Par des investissements directs, des fonds et des portefeuilles, les investisseurs participent directement à des activités économiques en Israël violant le droit international. Le terme désinvestissement signifie que des entreprises, des églises, des banques, des caisses de pension et d'autres investisseurs retirent leurs fonds des institutions et entreprises qui soutiennent la politique israélienne de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid ; qu'il s'agisse d'organisations israéliennes comme le Jewish National Fund, Sodastream, des banques, des groupes d'armement comme Elbit et IAI ou d'entreprises comme Agrexco, Teva ou Mehadrin, pour ne citer que quelques-unes, mais aussi de banques et d'institutions internationales actives en Israël ou dans les territoires occupés. Jusqu'à présent, des campagnes internationales ont avant tout visé des entreprises comme Caterpillar, Veolia, Hewlett Packard (HP), G4S et bien d'autres. Dans son rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2013), l'envoyé spécial Richard Falk a fait état des entreprises qui profitent directement de l'occupation israélienne et sont donc susceptibles d'être boycottées.

En Suisse aussi, nous pouvons demander aux entreprises, institutions et caisses de pension de respecter leurs engagements éthiques et de cesser leur collaboration avec des partenaires qui violent les droits humains. En commençant par exemple par rechercher où les entreprises ont investi leur fonds. En particulier les grandes banques telles qu'UBS et Credit Suisse, de même que des groupes tels que Novartis et autres sont présents en Israël et/ou dans les territoires occupés. La publication „Wirtschaftsbeziehungen Schweiz–Israel" (« Relations commerciales entre la Suisse et Israël ») – mise à jour : mars 2015 – présente une liste incomplète de ces coopérations économiques, à vérifier pour chaque cas concret.

Articles

- AXA la compagnie d'assurance de l'apartheid israélien

  17.12.2021

Pour la période des fêtes, BDS Suisse et le collectif Apartheid Free Zone vous invitent à boycotter AXA la compagnie d'assurance de l'apartheid israélien.

... lire la suite

-

Oui à l'initiative contre le commerce de guerre

27.10.2020

Alors que la pandémie continue de ravager la planète, l'industrie de l'armement, elle, se porte à merveille. Pendant les premiers trois trimestres de 2020, les entreprises suisses ont exporté pour 690 millions de francs de matériel de guerre. En 2019, le montant pour la même période était 500 millions.

Une raison de plus pour que BDS, ainsi qu'une quarantaine d'autre organisations, soutiennent l'initiative contre le financement du commerce de guerre.

... lire la suite

-

Les implications politiques du commerce des armes avec Israël

27.10.2020

Il s'agit du texte d'une conférence donnée en 2013 par Shir Hever, chercheur spécialisé dans la recherche sur les aspects économiques de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Si nous publions ce texte, ancien mais pas du tout obsolète, c'est qu'il donne le contexte du soutien de BDS à l'initiative contre le commerce des armes.

What do you want to do ?
New mailCopy

... lire la suite

- Boycott AXA : la compagnie d'assurance de l'apartheid israélien

  22.09.2020

  La compagnie d'assurance AXA profite de l'oppression des Palestiniennes par Israël. Bien qu'AXA possède ses propres politiques en matière de droits humains et d'environnement, elle investit dans trois banques israéliennes qui sont impliquées dans la colonisation illégale israélienne. Les individus, organisations et institutions du monde entier sont appelés à boycotter AXA jusqu'à ce qu'elle mette fin à son implication dans les violations des droits humains en Palestine.

  ... lire la suite

- Non aux avions de chasse et aux exportations d'armes

  21.09.2020

  Le 27 septembre, la population devra se prononcer sur l'achat d'avions de chasse et le 29 novembre sur l'initiative « contre les exportations d'armes vers les pays où sévit une guerre civile ». Comment l'achat de ces avions de chasse ou le budget consacré aux nouvelles armes protégeront-ils la population contre la maladie, le chômage, les licenciements et les faillites ?

  ... lire la suite

- La dictature des Émirats arabes unis vend les droits des Palestiniens par le biais d'un accord avec Israël

  21.08.2020

  L'accord avec les dirigeants despotiques des Émirats Arabes Unis annoncé le 13 août 2020 ajoute un autre État policier à la ligue des amis et alliés internationaux d'Israël

... lire la suite

Downloads

- Report on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 (Richard Falk) (287.8 KiB)
- Factsheet on Caterpillar.pdf (353.8 KiB)
- Factsheet on Motorola.pdf (124.8 KiB)

Liens

- Mass Against HP -
- Stop HP -
- Globale Kampagne gegen G4S (BNC) -
- Addameer: Stop G4S -
- US Campaign to End the Israeli Occupation: Caterpillar -
- Global Exchange: Economic Activism for Palestine -

- War on Want: G4S -
- Corporate Watch -
- Who Profits -

Plus de brochures, tracts et sticker peuvent être téléchargé ici.